

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE

van

du

WOENSDAG 7 NOVEMBER 2018

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

Voormiddag

Matin

De behandeling van de vragen vangt aan om 9.14 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Karolien Grosemans.

Le développement des questions commence à 9.14 heures. La réunion est présidée par Mme Karolien Grosemans.

De **voorzitter**: Het is de laatste keer dat minister Vandeput de vragen zal beantwoorden, aangezien hij een nieuwe functie opneemt als burgemeester van Hasselt. Nogmaals proficiat daarvoor.

01 Questions jointes de

- **Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les conséquences pour les militaires de la réforme des jours de maladie dans la fonction publique" (n° 27061)**

- **M. Damien Thiéry au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la pension maladie pour les membres du département de la Défense nationale" (n° 27436)**

01 Samengevoegde vragen van

- **mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de gevolgen voor de militairen van de hervorming van de ziektedagen bij de overheidsdiensten" (nr. 27061)**

- **de heer Damien Thiéry aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het ziektepensioen voor het personeel van het departement Defensie" (nr. 27436)**

01.01 **Julie Fernandez Fernandez (PS)**: Monsieur le ministre, votre gouvernement a récemment annoncé que les fonctionnaires ne pourront plus cumuler au fil des années les jours de congé de maladie qu'ils n'utilisent pas. Cette mesure, qui concerne également les militaires, conduira à une diminution plus rapide du salaire en cas de maladie.

Il s'agit d'une atteinte au statut. Il est donc normal que les travailleurs de la fonction publique se défendent et protestent. Toutefois, les militaires ne disposent pas d'un droit qui est reconnu comme fondamental pour les autres professions: le droit de grève. Tout au plus, les militaires ont droit de manifester durant leurs jours de congé, ce qui, vous en conviendrez, relève d'une limite à l'exercice de leur droit. Afin de tout de même bénéficier de leur droit à être entendu, il a été demandé à votre cabinet d'accorder une dispense de service le jour où la manifestation est organisée, mais votre cabinet a refusé.

Monsieur le ministre, pourquoi avoir refusé d'accorder cette dispense de service? Quelles seront les conséquences de la réforme annoncée en matière de congé de maladie pour le personnel de la Défense? Une concertation avec les syndicats militaires a-t-elle ou va-t-elle être entamée? Je vous remercie.

01.02 **Damien Thiéry (MR)**: Monsieur le président, dans l'accord de gouvernement, il est prévu que le gouvernement fédéral examinera la façon dont la pension de maladie peut être remplacée par des indemnités d'incapacité de travail dans le cadre de l'assurance maladie invalidité pour les travailleurs salariés.

Pendant l'été 2018, il a été décidé de supprimer le capital maladie existant actuellement pour les fonctionnaires fédéraux et de le remplacer à partir du 1^{er} janvier 2019 par un nouveau concept qui prévoit un salaire garanti à 100 % les 30 premiers jours calendriers de maladie et un traitement à 60 % au-delà des 30 jours. Cette mesure concernerait aussi les membres du département de la Défense nationale.

Je voudrais souligner qu'un capital maladie est inexistant pour le personnel militaire. Par contre, il existe un système spécifique, performant, qui tient compte de la spécificité militaire: des règles spéciales en matière d'absences pour motif de santé, la Commission militaire d'aptitude et de réforme (CMAR) et la pension pour inaptitude physique.

En outre, le personnel militaire ne tombe pas dans le champ d'application de la législation en matière d'accidents de travail et de maladies professionnelles.

Monsieur le ministre, afin de pouvoir juger de l'opportunité de l'introduction de la nouvelle réglementation pour le personnel militaire, je voudrais connaître les chiffres exacts en votre possession pour les cinq dernières années. Quel est le nombre de militaires qui ont été absents pour motif de santé pendant ces années? Quelle était la durée moyenne des absences? Combien de militaires ont été absents pour motif de santé pendant une période qui excède les 30 jours? Combien d'absences pour motif de santé ont donné lieu à la rédaction d'un modèle 150? Combien d'absences sont dues à un événement qui s'est produit pendant et à cause du service?

01.03 Steven Vandeput, ministre: Chers collègues, suite aux actions annoncées pour le 28 septembre 2018, tous les militaires ont été avertis le 18 septembre 2018 de leurs droits en tant que militaires et des possibilités de les faire valoir. Ainsi, les militaires peuvent participer à des manifestations ou à des actions. Pour cela, ils doivent prendre individuellement congé ou une compensation en temps.

Madame Fernandez Fernandez, avouez qu'il serait peu cohérent que le gouvernement prenne une décision et que ce même gouvernement accorde une dispense de service dans le cadre d'actions dirigées contre cette décision.

Pour les militaires disposant d'un statut particulier, les mesures d'harmonisation doivent être traduites en dispositions légales et réglementaires spécifiques.

Il est clair que la rémunération de 100 % reste d'application en cas d'accident de travail, d'accident sur le chemin du travail et de maladie professionnelle. Des mesures particulières seront également prises pour les maladies graves et de longue durée.

Des contacts ont eu lieu avec les organisations syndicales et tant la concertation que la négociation syndicale se dérouleront conformément au statut syndical applicable au personnel militaire.

La Commission militaire d'aptitude et de réforme n'est pas remise en cause, au contraire. La Commission restera le moyen permettant de tenir compte et de garantir la spécificité militaire.

Monsieur Thiéry, compte tenu des nombreux chiffres concernant les absences pour motif de santé des cinq dernières années, je propose de remettre le tableau au secrétaire de la commission. Mais je peux vous dire que si l'on exclut les absences pour motif de santé des militaires en attente de comparution auprès de la Commission militaire d'aptitude et de réforme, la durée moyenne des absences tombe à environ 12 jours par an, ce qui est beaucoup.

Il n'existe pas de statistiques disponibles quant au nombre de modèles 150 qui ont été établis.

01.04 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

Sans entrer dans la polémique, je voulais dire que la spécificité du statut du militaire dont vous parlez est ce qui la rendait attractive. Or elle est finalement triplement attaquée.

01.05 Steven Vandeput, ministre: Je viens de dire que la question n'est pas en cause. Il y a du travail à accomplir pour rendre le service plus rapide. C'est important. Mais nous allons confirmer et renforcer cette Commission pour être sûrs que quelqu'un qui est malade peut être malade; mais le contraire également.

01.06 Julie Fernandez Fernandez (PS): On touche donc bien à la spécificité du statut. C'est bien ce que je dis. Alors, nous pouvons ne pas du tout en avoir la même interprétation. Ce ne sera pas la première fois et, à mon avis, pas la dernière.

Mais on y touche trois fois. D'abord sur le droit de grève, car la dispense n'est pas accordée. Je suis bien

d'accord que c'était déjà le cas avant. Ensuite, sur les congés. Enfin, je n'oublie pas qu'on touche quand même à la pension des militaires, qui était aussi un aspect de l'attractivité de la fonction.

Donc, quand on veut rendre la fonction plus attractive, je trouve que c'est une méthode étrange de la réduire. Mais je peux tout à fait entendre que nous n'ayons pas la même interprétation.

01.07 Damien Thiéry (MR): Monsieur le ministre, madame Fernandez, je vous confirme que nous n'avons pas tout à fait la même vision des choses.

Monsieur le ministre, je voudrais vous dire que le fait d'avoir entendu que la Commission militaire d'aptitude et de réforme reste en place est une excellente chose. C'est un souci, et je crois que c'était une question de la part des militaires; donc les choses sont claires maintenant.

J'attendrai le tableau et je vous remercie de remettre ce tableau à l'entière responsabilité de la commission en toute transparence. Je pense que c'est vraiment important. Par contre, je suis surpris et il faudrait peut-être faire la comparaison avec d'autres domaines mais douze jours par an d'absentéisme en moyenne, ça me semble beaucoup. Il y a probablement des questions à se poser de ce côté-là.

Ensuite, et c'est là que je n'étais pas tout à fait d'accord avec Mme Fernandez, il y a eu une concertation syndicale. Elle a eu lieu. Bien sûr, on n'est pas toujours sur la même longueur d'onde mais au moins, on aura entendu l'avis de chacun, et les décisions sont prises sur la base de ça. Je suis réconforté par rapport à cette approche.

Un dernier point, mais ce sera sans doute pour votre successeur: à partir du moment où on décide de modifier un système existant depuis longtemps, la seule manière de contenter tout le monde est de communiquer, communiquer, communiquer pour être certain que tout le monde ait bien compris cette réforme. J'entends trop souvent, non pas des *fake news*, mais des déformations par rapport aux décisions prises dans l'intérêt des militaires et non pas contre eux. Les réformes ne sont pas toujours négatives, au contraire. Sur base de votre réponse, je vous remercie.

Et j'en profite également pour vous remercier pour le travail que vous avez fourni pour la Défense nationale en tant que ministre, et le travail fourni au sein de notre commission, dans un esprit extrêmement constructif, même si parfois les débats étaient chauds, mais c'est souvent le cas. Bonne chance dans vos nouvelles fonctions à Hasselt.

01.08 Steven Vandeput, ministre: Madame Fernandez, je voudrais ajouter, pour votre information, que dans le cadre de l'action du 28 septembre, j'ai invité les syndicats chez moi mais ils n'ont pas voulu venir. Je suis toujours ouvert à la concertation avec les syndicats mais ils doivent venir dans ce cas.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de M. Jacques Chabot au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les photographies de sites militaires sensibles sur Google" (n° 27070)

02 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "foto's van gevoelige militaire sites op Google" (nr. 27070)

02.01 Jacques Chabot (PS): Monsieur le ministre, j'ai pu lire récemment dans la presse que des images de sites militaires sensibles seraient facilement accessibles sur Google Maps grâce à la fonction "photo satellite". Il est en effet actuellement possible de survoler virtuellement des casernes militaires telles que Florennes, le QG de l'OTAN ou encore le SHAPE.

La Défense aurait déjà entrepris des démarches auprès de Google en vue de flouter les différents sites sensibles se trouvant en Belgique. Ces demandes sont restées lettre morte. Votre département a donc décidé de porter plainte contre le géant Google. L'armée française est, quant à elle, parvenue à obtenir cette mesure.

Dès lors, monsieur le ministre, j'aimerais vous poser les questions suivantes. Qu'en est-il de la procédure judiciaire lancée contre Google? Cette entreprise a-t-elle justifié son choix de ne pas flouter les images en question? Des négociations avaient-elles été entreprises avec Google à ce sujet? Une procédure plus vaste

comprenant non seulement la Défense, mais également les prisons et autres sites sensibles, a-t-elle été envisagée? Une concertation avec ces différents acteurs a-t-elle eu lieu?

02.02 Steven Vandeput, ministre: Monsieur Chabot, on a déjà discuté de cette problématique. C'était surtout la presse flamande qui s'intéressait à la question. Maintenant la presse francophone s'y intéresse également.

La sécurité nous oblige à protéger les installations militaires. Avant la parution de cette information dans la presse, des représentants de l'état-major de la Défense et de l'Institut géographique national (IGN) s'étaient réunis autour de la table avec Google.

Google Belgium s'est d'emblée montrée très coopérative. Toutefois, ce dossier comporte des aspects d'extraterritorialité et de sous-traitance.

Sur le plan pratique, ces contacts ont conduit à flouter les images des sites militaires sur Google Street View et Google Maps.

Le représentant de Google Belgium, qui agit en tant qu'intermédiaire pour Google Inc., a indiqué que cette dernière s'engagerait à flouter les images publiées s'il existait une base légale à cet effet. L'article 120ter du Code pénal constitue cette base. Google Inc. ne l'a pas contesté.

De toute façon, l'utilisation des drones ainsi que d'images provenant de satellites et prises par des sociétés étrangères requiert une modernisation de la législation en vigueur. Le Code pénal renouvelé, tel qu'approuvé en Conseil des ministres du 26 juillet dernier, contient des dispositions allant dans ce sens.

Entre-temps, les sites militaires étaient encore visibles sur Google Earth.

Pour inciter les entreprises à flouter les sites les plus sensibles sur la base de la législation en vigueur, une menace explicite d'action en justice a en effet été adressée. Cette action aurait déjà été engagée si les entreprises concernées n'avaient pas réagi dans un délai de deux semaines aux questions de l'état-major de la Défense relatives aux images de nos sites militaires. Depuis lors, des accords concrets ont été conclus. La démarche judiciaire n'a donc pas manqué son effet.

Tout le monde parle de Google, mais, comme je vous l'ai signalé, je souhaite que soit trouvée une solution valable pour tous les sites web.

De plus, la sécurité n'est pas limitée aux sites militaires. La Défense collabore à cet effet avec le Centre de Crise afin de trouver une solution pour la protection de toute l'infrastructure critique.

02.03 Jacques Chabot (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de M. Jacques Chabot au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le SGRS et les menaces de cyberattaques" (n° 27147)

03 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de ADIV en de dreiging van cyberaanvallen" (nr. 27147)

03.01 Jacques Chabot (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, j'ai pu lire récemment dans la presse que les puissances occidentales avaient accusé, voici quelques jours, la Russie d'orchestrer une série de cyberattaques mondiales dont une tentative de piratage du siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye, aux Pays-Bas.

À la suite de cette attaque, quatre espions russes auraient été expulsés. Ceux-ci faisaient partie d'une équipe militaire du nom de APT28 et auraient déjà été impliqués dans le vol de courriels du parti démocratique aux États-Unis dans une tentative d'influencer l'élection présidentielle. Ce groupe de hackers aurait désormais frappé en Belgique.

Le parquet fédéral enquête actuellement sur ces agissements et semble examiner des incidents survenus

en 2014, lorsque des hackers avaient dérobé un rapport diplomatique confidentiel sur l'Ukraine au SPF Affaires étrangères.

Monsieur le ministre, quelles mesures le SGRS a-t-il pris afin de protéger la Belgique de pareilles attaques? Une collaboration internationale a-t-elle lieu afin de lutter contre des potentielles cyberattaques? Cette collaboration est-elle efficace? Ce groupe de hackers était-il connu des services de renseignement? Quels impacts ces cyberattaques ont-elles eu pour la Belgique?

03.02 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, monsieur Chabot, l'APT28 est un groupement connu et actif, dont les techniques, tactiques et procédures sont suivies par le Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS). Globalement, les activités de groupements tels que le APT28, y compris en Belgique, ne peuvent pas être sous-estimées. Des techniques de *hacking* sont mises en œuvre à des fins d'espionnage dans le but d'en tirer des avantages géopolitiques. Les actions de ces groupements sont souvent bien préparées et restent parfois non détectées pendant plusieurs années.

La lutte contre les cyberattaques est menée par différentes entités. Ces entités partagent le travail et collaborent sous la coordination du Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB).

La capacité cyber du SGRS se concentre sur la protection des réseaux et des systèmes d'armes de la Défense. Pour cela, un *Cyber Security Operations Center* a été mis en place pour détecter et traiter les incidents cyber. Sur demande du parquet fédéral ou du Centre pour la Cybersécurité Belgique, la capacité cyber du SGRS peut être employée comme expert technique dans des dossiers civils spécifiques. Dans ce dernier cas, le SGRS n'est donc pas responsable de la détection de l'incident ou de l'évaluation de son impact, mais son expertise est utilisée pour en accélérer le traitement. Une collaboration internationale existe bel et bien et se concentre principalement sur le domaine de l'échange d'informations.

03.03 Jacques Chabot (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Alain Top aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het personeel van Defensie" (nr. 27167)

04 Question de M. Alain Top au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le personnel de la Défense" (n° 27167)

04.01 Alain Top (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, uit interne documenten die VRT NWS kon inkijken, zou blijken dat het aantal militairen bij Defensie onder de geplande 25 000 is gezakt. Uit de cijfers blijkt ook dat het aantal jonge actieve militairen dat vertrekt de voorbije jaren nooit zo hoog is geweest. Binnen vier jaar zou het aantal militairen zelfs onder de 22 000 manschappen zakken.

De daling heeft deels te maken met de pensioneringsgolf, maar daar was de minister bij het schrijven van zijn Strategische Visie reeds van op de hoogte. Het grootste probleem lijkt te liggen in het feit dat heel wat jongeren al snel Defensie weer verlaten. Zelf zit ik regelmatig samen met militairen, ik hoor dat hun grootste bezorgdheid het personeelsgebrek is. Niet enkel jongeren vallen massaal uit, ook militairen die reeds jarenlang voor Defensie werken, stappen over naar de privésector.

Mijnheer de minister, voor heel wat militairen is de maat vol. De aanhoudende onzekerheid heeft hier veel mee te maken. Zullen er kazernes sluiten? Waar worden militairen in de toekomst tewerkgesteld? Zal er nog voldoende budget zijn voor werkingsmateriaal?

Bovendien verhoogt de werkdruk door het personeelstekort en vallen de voordelen weg. De vele overuren, de prestaties in het buitenland, de beschikbaarheid en de flexibiliteit werden tot voor kort gecompenseerd met een vroegere pensioenleeftijd. Nu ook dat op de helling staat, valt het niet te verwonderen dat Defensie onvoldoende personeel kan aantrekken.

Ik had graag een antwoord op de volgende vragen.

Ten eerste, kan u de exacte personeelscijfers per graad geven?

Ten tweede, welke stappen zal u de komende maanden nog ondernemen? Deze vraag is eerder aan uw opvolger gericht, maar misschien kan u toch toelichten wat er nog op de planning staat.

Ten derde, u kan het aantal rekruteringen opdrijven, maar zonder de onzekerheden aan te pakken, heeft dit geen zin en zal de attritie hoog blijven. Hoe zal u een job binnen Defensie terug aantrekkelijk maken?

04.02 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Top, ik wil eerst een aantal zaken die u nogal gratis aanhaalt rechtzetten.

Ten eerste, u kunt het hebben over een hoge attritie. Ik zeg u dat die attritie het afgelopen jaar 2 % bedroeg, als men geen rekening houdt met zij die om leeftijds- of gezondheidsredenen Defensie verlieten. Ik vind dat geen hoog cijfer. Ik meen dat elke privéwerkgever heel blij zou zijn met een attritie van 2 %. U blijft het maar hebben over een hoge attritie en volgt daarin de bonden.

Ten tweede, u heeft het over een rapport dat door de VRT werd bekendgemaakt. Dit toont aan dat Defensie sterk bezig is met zijn HR- en personeelsbeleid. Dat in rapporten prognoses worden gemaakt over wat er staat te gebeuren bij het uitblijven van maatregelen, lijkt mij vrij evident. Als popsterjournalisten uit een rapport van meerdere tientallen bladzijden menen een grafiekje te moeten halen om daarmee te kunnen scoren, is dat hun zaak.

U zegt dat het moeilijk is om mensen aan te trekken. U weet dat wij in 2018 onze rekrutering hebben opgetrokken en versneld. Vandaag zitten wij 60 eenheden vóór op het schema voor 2018. Daarover heb ik in de pers echter niets kunnen lezen. Nochtans bewijst dit dat de maatregelen die wij nemen ook effectief werken. De media zijn daarin echter niet geïnteresseerd. Ik heb ook niet meteen de indruk dat de oppositie, die beweert bekommerd te zijn over onze Defensie, hierin geïnteresseerd is. Dit zijn nochtans de feiten.

Ik kom tot het antwoord op uw vragen.

Op 1 oktober 2018 bedroeg het aantal militairen een totaal van 27 220. Met betrekking tot de personeelscijfers per graad stel ik voor, gelet op het aantal cijfergegevens, om de overzichtstabel te overhandigen aan de secretaris van deze commissie.

Defensie heeft het startschot gegeven voor de rekrutering 2019 met een nationale persconferentie op 23 oktober laatstleden. Dit zal worden gevolgd door lokale initiatieven van de informatiecentra per provincie. Deze informatiecentra zullen deelnemen aan jobbeurzen en opendeurdagen, maar ook scholen bezoeken, samenwerken met de VDAB, FOREM, Actiris, Bruxelles Formation en deelnemen aan andere initiatieven zoals bijvoorbeeld de STEM-promotieactiviteiten – u kent STEM als de studierichtingen Science, Technology, Engineering en Mathematics om technici warm te maken voor een job bij Defensie. Zij nemen tevens deel aan alle studie-informatiedagen (SID-In) en de Salons d'Information sur les Études et les Professions aan de andere kant van de taalgrens (SIEP), met een informatiestand en met jonge militairen die getuigen over hun job. Daarenboven zijn er talrijke initiatieven met scholen die de studierichting Veiligheidsberoepen en Integrale Veiligheid aanbieden. Daarnaast worden in de eenheden verscheidene jobdagen georganiseerd en krijgen jongeren de kans om deel te nemen aan specifieke informatiemomenten voor piloot, luchtverkeersleider, technische functies, vacatures bij de Marine, vaardagen, infomomenten voor artsen enzovoort.

De scholen voor officieren en onderofficieren organiseren elk meerdere verkenningsdagen en een *open campus day*. Er worden ook kennismakingsdagen georganiseerd, zoals eerder dit jaar in Tielen, Leopoldsborg en Marche-en-Famenne waarbij geïnteresseerden een aantal dagen de kans krijgen om de specifieke job van onderofficier in de betrokken eenheid te ervaren. Daarnaast zijn er campagnes via sociale media, onder andere via Facebook, en een drietal marketingcampagnes via de massamedia. Tijdens grote evenementen worden flyers en folders verdeeld met achtergrondinformatie over de jobmogelijkheden en de selectieprocedures. Alle vacatures voor 2019 werden vanaf 23 oktober 2018 geactiveerd op de website en het callcenter kan tijdens de kantooruren worden gecontacteerd.

Ten aanzien van de kandidaat-militairen worden permanent inspanningen geleverd om de attritie tijdens de vorming te beperken door progressiviteit in de vorming, een betere omkadering tijdens de vorming en een betere informatieverstrekking tijdens het wervingsproces, maar ook de verbetering van de infrastructuur en het voorzien in wifi tijdens de vrije tijd dragen hiertoe bij. In dat kader lopen er sinds begin dit jaar een aantal testcases aangaande de decentralisering van de vorming.

Mijnheer Top, ik ben zelf in Marche-les-Dames geweest voor de kick-off van onze wervingscampagne voor 2019 en de resultaten daarvan zijn verbijsterend goed. Wie start met de opleiding, gaat er vaker dan vroeger mee door en daarvoor zijn er twee redenen: ten eerste, de maatregelen tijdens het wervingsproces en, ten tweede, de betere en meer gerichte werving zelf.

Ook worden er ten aanzien van de militairen maatregelen genomen, zoals het aanbieden van een aangepast werkschema of werken op afstand.

Wat de pensioenleeftijd betreft, is het juist dat het preferentiële stelsel van de militairen op termijn zal worden afgeschaft, maar er worden specifieke overgangsmaatregelen uitgewerkt en in principe zijn de militairen nu ook op de hoogte van die overgangsmaatregelen. Het uitblijven van een definitieve beslissing geeft echter wel aanleiding tot ongerustheid, waar ik volle begrip voor heb.

Ten slotte, worden er personeelsinitiatieven genomen, zoals het afstemmen van de bedragen van de taalpremie op die van het openbaar ambt – dat initiatief is geconcretiseerd – of nog de invoering van een toelage voor de vrijwilligers die een functie van onderofficier uitoefenen. Het project inzake de toelage voor het uitoefenen van een hogere functie dan degene die normaal bij de graad hoort, zit vandaag in het budget van de administratieve controle, alsook, in bijzondere omstandigheden, het aanbieden van gratis logement.

04.03 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, vooreerst, uw boodschap ten aanzien van de pers is voor uw rekening. Ik lees slechts het persbericht en wil alleen meer informatie verkrijgen over wat er geschreven wordt. Desgevallend is het misschien nuttig om op een andere wijze met de pers te communiceren en om betere gegevens voor de pers beschikbaar te stellen. Dat stel ik gewoon vast.

U hebt gelijk als u zegt dat de *war for talent* overal heerst, dus niet alleen bij Defensie, maar in het algemeen bij de overheid en ook in privébedrijven. Ook bij de lokale besturen zal dat het geval zijn, wat u in uw volgende functie wel zult ervaren. Er worden verbeteringen doorgevoerd in de aanwervingsprocedure en in de opleiding, waarvan u goede voorbeelden hebt opgenoemd, maar dat neemt niet weg dat steeds de meest geschikte oplossing moet worden gezocht om aan de zorgen van het personeel te voldoen.

U hebt een van de belangrijke oorzaken opgenoemd waarover er nog altijd zorgen bestaan, met name de twijfel over de pensioenleeftijd en de daarmee samenhangende specifieke maatregelen. U zegt dat die bekend zijn, maar die maatregelen liggen momenteel nog niet ter uitvoering voor, dus de twijfel en de zorgen blijven bestaan.

Een tweede zorg uit uw oorspronkelijk plan, dat u echter niet verder zult uitvoeren, is de kazernering. Op verschillende plaatsen leeft nog altijd het gevoel dat de militairen geen zekerheid hebben over de locatie waar zij in de toekomst tewerkgesteld zullen zijn. Ik wil ertoe oproepen om daar aandacht aan te besteden en ik besef dat dit eerder een boodschap is voor uw opvolger en waarschijnlijk ook voor de volgende regering. De militairen willen hun toekomstige plaats van tewerkstelling kennen. Daar moeten meer zekerheden ingebouwd worden.

04.04 Minister Steven Vandeput: Mijnheer Top, sta me toe om te verwijzen naar de talloze antwoorden die ik in dat verband al op vragen gegeven heb. Daarbij heb ik heel specifiek gezegd dat de huidige regering geen kazernes zal sluiten. Wij kunnen echter geen uitspraken doen over de eventuele beslissingen van een volgende regering. Drie jaar geleden heb ik al gezegd dat wij geen kazernes zouden sluiten. Dat hebben we dan ook niet gedaan.

04.05 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, u zegt geen kazernes te zullen sluiten. Wij stellen echter vast dat er op het terrein andere mechanismes aan het spelen zijn.

Ik geef voorbeelden uit mijn eigen provincie. In Ieper heeft het stadsbestuur een RUP opgesteld om een andere bestemming te kunnen geven aan het domein van Defensie. In Koksijde, toevallig de gemeente waarvan de volgende minister van Defensie afkomstig is, is men hetzelfde aan het doen. Mocht de huidige burgemeester aldaar het kunnen, dan zou hij al aan het verkavelen zijn. In Oostende is men opmetingen aan het doen om ergens helikopters te kunnen stationeren. Ik geef deze voorbeelden maar om aan te tonen hoe onrust wordt gewekt. De militairen lezen dit ook in de krant. Als daaraan niets wordt gedaan, zal de onrust bij de militairen in die locaties blijven bestaan.

Dat is een heikel punt dat kan worden opgelost door een goede spreiding van de kazernes over het hele land en met een duidelijke boodschap aan de militairen, zodat zij weten waar hun toekomstige plaats van tewerkstelling is.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Questions jointes de

- Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le camp militaire de Lagland" (n° 27172)

- M. Georges Dallemagne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "la découverte de carcasses de sangliers contaminés par le virus de la PPA à Lagland" (n° 27187)

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het Kamp Lagland" (nr. 27172)

- de heer Georges Dallemagne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de in het Kamp Lagland aangetroffen karkassen van everzwijnen die met de Afrikaanse varkenspest waren besmet" (nr. 27187)

De **voorzitter**: De heer Dallemagne is afwezig.

05.01 Julie Fernandez Fernandez (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, les agriculteurs et les porcs ne sont pas les seuls à être impactés par la grippe porcine dans le sud de la Belgique. En effet, comme vous le savez, les activités militaires ont été totalement interdites dans la zone dite "rouge" et le camp de Lagland a dû cesser ses manœuvres. Cela signifie que tous les militaires de la zone ne s'entraînent plus et ne savent que difficilement se rendre dans d'autres bases pour poursuivre leur entraînement. Les horaires ne conviennent pas pour certaines autres bases, et celle de Marche est saturée. Il pourrait s'agir d'un problème passager, mais la situation pourrait également perdurer.

Par ailleurs, nous avons appris qu'un ou plusieurs cadavres de sangliers positifs au virus de la peste porcine avaient été découverts à l'intérieur du camp militaire de Lagland. En conséquence, l'hypothèse de l'introduction de la maladie par des militaires est posée dans la presse.

Monsieur le ministre, pouvez-vous faire le point sur la "piste militaire" et indiquer quelles mesures de prévention et de lutte contre la diffusion de la peste porcine ont été prises par la Défense, tant avant qu'après la découverte des sangliers contaminés? Que comptez-vous faire pour permettre à nos soldats de continuer leur entraînement dans ces conditions, à court terme, mais aussi si la situation venait à perdurer?

05.02 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, chère collègue, la Défense est en vigilance accrue pour la peste porcine africaine depuis le 12 août 2017. Une analyse des risques est menée de manière systématique avant tout départ en opération ou exercice, mais également au retour. Cette analyse détermine la nécessité d'une éventuelle décontamination.

Depuis la découverte, par le département Nature et Forêts, du premier cadavre de sanglier contaminé dans le domaine militaire de Lagland, trente carcasses ont été retrouvées. Parmi elles, dix-sept ont été déclarées viropositives.

Les autorités civiles et militaires en ont été informées immédiatement. Toutefois, on note que l'épicentre de carcasses contaminées, qui à la date du 30 octobre atteignait les 155 cas, se trouve au sud de la commune de Buzenol située à une quinzaine de kilomètres de Stockem.

Dès le 14 septembre et jusqu'à nouvel ordre, une zone de quarantaine a été décidée et tous les exercices militaires dans le domaine de Lagland ont été stoppés et réorientés vers d'autres terrains d'entraînement belges.

Une décontamination systématique tant du personnel que du matériel ayant opéré dans la zone à risque a été imposée. Cette mesure de décontamination existe déjà pour d'autres régions du monde, comme les pays baltes, où cette maladie se propageait avant de débarquer dans notre pays.

Une centaine de véhicules ont été décontaminés. À l'instar des autres zones d'exercices en Belgique, seule

la partie bâtie administrative du domaine de Lagland est clôturée. Ce n'est donc pas le cas de la plaine d'exercices.

Sachez qu'une enquête judiciaire est en cours pour ce que vous qualifiez de "piste militaire".

Enfin, en ce qui concerne les activités au sein du camp, la Défense a délocalisé le service Formation et Entraînement vers d'autres camps militaires.

05.03 Julie Fernandez Fernandez (PS): Madame la présidente, je remercie le ministre pour ces informations rassurantes en termes de prévention.

Reste à savoir comment les entraînements vont pouvoir se dérouler si la situation perdure. Je suppose que son successeur pourra nous donner de plus amples informations dans quelques semaines.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Questions jointes de

- **M. Benoit Hellings** au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'état des lieux du marché d'achat de 34 chasseurs-bombardiers à l'aune d'engagements précédemment pris au sein de l'OTAN" (n° 27178)

- **Mme Julie Fernandez Fernandez** au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le remplacement des F-16 décidé par le gouvernement" (n° 27243)

- **M. Alain Top** au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le remplacement des avions F-16" (n° 27330)

- **M. Veli Yüksel** au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'achat de 34 avions de combat F-35 par la Belgique" (n° 27536)

06 Samengevoegde vragen van

- de heer **Benoit Hellings** aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de stand van zaken betreffende de aanbesteding voor de aankoop van 34 jachtbommenwerpers in het licht van de eerder bij de NAVO aangegane verbintenissen" (nr. 27178)

- mevrouw **Julie Fernandez Fernandez** aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de beslissing van de regering om de F-16's te vervangen" (nr. 27243)

- de heer **Alain Top** aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de vervanging van de F-16-vliegtuigen" (nr. 27330)

- de heer **Veli Yüksel** aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de aankoop van 34 F-35-gevechtsvliegtuigen door België" (nr. 27536)

06.01 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, selon l'hebdomadaire *Knack* et d'après un document classifié de l'OTAN, que son journaliste a pu lui-même consulter, la Belgique, via son ministre de la Défense de l'époque, s'est engagée au printemps 2013 auprès de l'OTAN à disposer d'une flotte de 54 avions de combat, dont six dotés d'une capacité de "suppression des défenses anti-aériennes ennemies" ou *suppression of enemy air defences*.

Cette promesse semble impliquer que les futurs appareils censés opérer dans le cadre de missions de l'OTAN, dont les nôtres, pourront pénétrer dans un espace aérien fortement défendu, formant une sorte de bulle de protection techniquement qualifiée d'*anti-access aera denial* (ou A2AD). Seuls des chasseurs bombardiers furtifs sont capables d'opérer dans un tel environnement.

Ceci pose question puisque le RfGP ne mentionne pas cette capacité comme condition pour concourir au marché public du siècle, et que seul le F-35 de Lockheed Martin est doté de cette capacité.

Monsieur le ministre, pouvez-vous mettre à disposition de la Chambre le compte rendu de cette réunion des ministres de la Défense de l'Alliance atlantique de juin 2013 où un engagement en ce sens aurait été pris par le ministre en charge de la Défense de l'époque, M. De Crem?

Cet engagement à nous doter d'avions furtifs est-il de nature à compromettre la procédure qui est toujours en cours, puisque la furtivité apparaîtrait alors comme une clause cachée du marché qui a été passé voici une dizaine de jours, en tout cas selon les informations dont nous disposons actuellement?

06.02 Julie Fernandez Fernandez (PS): Madame la présidente, ma question est complètement obsolète puisque la décision politique a été prise. Je la retire donc mais je ne manquerai pas d'interroger le ministre de l'Économie sur le sujet.

06.03 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, ik vul de vorige spreker even aan.

Ook mijn vraag is intussen achterhaald en de beslissing is reeds genomen. Veel van mijn vragen komen nog wel terug, maar kunt u toelichting geven bij de quotering van de verschillende pistes?

Kan dat ook voor de problematiek van de constante technologische problemen van het toestel? Het voorbeeld werd aangehaald dat alle toestellen vorige maand in Amerika nog aan de grond werden gehouden na een crash. Wordt dat opgevolgd? In hoeverre heeft dat meegespeeld bij de beslissing?

Ten slotte, welke garanties worden er in het contract ingebouwd om te voorkomen dat de kostprijs enorm stijgt? In verschillende landen bleek de stijgende prijs effectief een probleem te zijn. Hoe wordt dat verder opgevolgd?

06.04 Veli Yüksel (CD&V): Mijnheer de minister, twee weken geleden besliste de regering om 34 gevechtsvliegtuigen aan te kopen, type F-35, van Amerikaanse makelij, meer bepaald van het bedrijf Lockheed Martin. Dit gebeurt ter vervanging van onze verouderde F-16-toestellen. Sindsdien verschenen er in de pers berichten over de modaliteiten van deze aankoop, meer bepaald over de facturatie en de productiefouten.

Mijnheer de minister, ten eerste, wanneer zal ons land kunnen beschikken over het eerste F-35-toestel?

Ten tweede, kunt u enige toelichting geven bij het grote aantal fouten en mankementen die bij de F-35 nog moeten verholpen worden? Van welke aard zijn deze? Welke dienst binnen Defensie volgt dit op?

Ten derde, hebt u contact opgenomen met uw Nederlandse en/of Noorse collega's om informatie in te winnen over die fouten op facturen voor de door die landen bestelde F-35-toestellen? Daar is heel wat over verschenen. Graag kreeg ik een persoonlijke reactie van u inzake die mediaberichten.

06.05 Minister Steven Vandeput: Wij hebben op 25 oktober beslist om de markt te gunnen aan het Amerikaanse staatsagentschap JPO. Het dossier werd toegelicht in de verenigde commissies voor het Bedrijfsleven en voor de Landsverdediging op 24 oktober. De beslissing werd meegedeeld in de plenaire vergadering op 25 oktober en zal het onderwerp uitmaken van een zitting van de commissie voor de Legeeraankopen en -verkoop op 13 november aanstaande.

Monsieur Hellings, on essaie aujourd'hui de créer une atmosphère délétère en prétendant que des choses ont été décidées sans que personne ne le sache.

D'abord, vous devez réaliser que lorsqu'on a parlé au sein de l'OTAN des menaces plus élevées, les 21 pays qui possèdent des chasseurs bombardiers ont tous confirmé que c'était un élément à développer, y compris les Français et les Anglais.

Ensuite, je vous invite à relire les rapports de votre commission et les audits que vous avez menés au sujet des différents fabricants. À cette époque, ce n'est pas le JPO (Joint Program Office) qui a prétendu faire la différence avec cette caractéristique spécifique mais deux autres fabricants. Je comprends que vous posiez des questions basées sur des rumeurs mais la transparence est totale dans cette affaire. C'est dans votre propre commission que deux fabricants ont affirmé faire la différence.

Je ne doute pas que des questions suivront.

Je répète qu'il s'agit d'une décision de tous les pays possédant des chasseurs bombardiers, y compris les Français mais je ne crois pas que ces derniers avaient dans l'idée d'acheter des F-35.

Mijnheer Yüksel, de eerste vier Belgische F-35A's zullen in het laatste kwartaal van 2023 worden geleverd. Deze eerste vier vliegtuigen en de volgende vier, die in de loop van 2024 worden geproduceerd, zullen tot in 2028 in de Verenigde Staten zelf worden gestationeerd op Luke Air Force Base in Arizona om daar te worden gebruikt voor de conversietraining van de Belgische F-16-piloten. De eerste vliegtuigen die naar België komen, zullen die zijn die vanaf 2025 worden geproduceerd.

Wat de gebreken betreft, in januari 2018 waren er inderdaad in totaal 966 gedocumenteerde tekortkomingen of aandachtspunten voor het hele F-35-programma. Wij moeten ons goed realiseren dat wanneer men spreekt over die hoge aantallen, men het altijd heeft over het volledige F-35-programma. Dat programma bevat ook de toestellen die wij niet kopen. Dat zijn de F-35B en F-35C, de toestellen die verticaal kunnen opstijgen. Wij zullen vliegen met de F-35A.

Zoals ik al eerder in deze commissie heb gezegd, moet u weten dat de Amerikaanse autoriteiten de enige autoriteiten zijn die met die openheid en transparantie communiceren over de gebreken tijdens de ontwikkeling. Kolonel Van Pee heeft in deze commissie trouwens ook al gezegd dat een van die 966 gedocumenteerde tekortkomingen bijvoorbeeld het feit is dat de tweezijdige *manual* niet tweezijdig kan worden afgedrukt.

Voor de F-35A, de versie die wij zullen aankopen, zijn er vandaag drie technische risico's in aanmerking genomen die een rechtstreekse impact kunnen hebben op de vliegveiligheid. Deze hebben betrekking op de schietstoel, de bevestiging van de motor en het helmvizier van de piloot. Voor elk van deze drie tekortkomingen bestaat volgens onze informatie een plan van aanpak dat het probleem zal verhelpen vóór 2021. Aangezien de eerste Belgische vliegtuigen pas vanaf 2023 worden geproduceerd, is de huidige lijst van aandachtspunten dus eigenlijk niet relevant.

Men mag ervan uitgaan – wij gaan ervan uit en zullen dat ook opvolgen – dat de meeste momenteel gedocumenteerde aandachtspunten tegen die tijd zullen zijn verholpen.

Het zou trouwens goed zijn, voor wie daarin is geïnteresseerd, om een vraag te stellen over het aantal opgelijste aandachtspunten voor de F-16 van het type A en B, de toestellen die wij hebben. Dat zou een toffe vraag zijn om in deze commissie te beantwoorden.

Aangaande de fouten in de facturen opgesteld door het Pentagon voor de Nederlandse en Noorse partners in het F-35-consortium, heeft onze defensiestaf contact opgenomen met de Nederlandse collega's, zoals ik in de pers al heb aangegeven. De fouten waarvan sprake hebben betrekking op 3 % van het totaalbedrag van de facturen.

In de facturen van de Nederlandse F-35's werden alle fouten door de Nederlandse defensiestaf zelf ontdekt. Het onderzoek van de Nederlandse Rekenkamer heeft niet meer fouten aan het licht gebracht dan de Nederlandse defensiestaf zelf al had gedetecteerd. In de meeste gevallen ging het om de afhandeling van de deelname in de ontwikkelingskosten, toch altijd een flou gegeven.

Wij zullen onze F-35's *off the shelf* kopen, en wij nemen dus niet deel aan ontwikkelingen. Problemen met betrekking tot de facturatie voor ontwikkelingen zullen bij ons dus niet rijzen.

Ons land heeft natuurlijk nog geen factuur voor de F-35's ontvangen, maar neem van mij aan dat, eenmaal dit gebeurt, de aankoopdienst en de budgettaire diensten van Defensie deze factuur grondig zullen controleren, zoals ze dat met elke factuur doen. Elke aankoop wordt door hen nauwgezet opgevolgd.

06.06 **Benoit Hellings** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, il est normal que nous fassions toute la transparence sur le marché. Une information est parue dans la presse qui fait état d'engagements. On ne connaît ni la nature ni la portée, ni la validité juridique des engagements de M. De Crem lors de cette réunion de l'OTAN de 2013. C'est la raison pour laquelle je vous ai demandé le document et les conclusions, ce qui est tout à fait normal. Vous ne semblez pas vouloir me fournir ce document. Peu importe. Si vous donniez les conclusions de cette réunion, chacun ici pourrait mesurer la force juridique et la validité des engagements pris par M. De Crem. La presse fait état d'engagements pris. J'aurais voulu savoir si c'était de nature à influencer le marché autrement.

Deuxièmement, le RfGP ne mentionnait pas la furtivité comme une des demandes. Cela a probablement fait l'objet de discussions entre l'ACCaP et les différents constructeurs et agences étatiques concernant les données techniques et les performances de l'avion. Cela n'apparaissait pas dans le RfGP, même s'il est vrai qu'il y a eu une discussion avec quatre des candidats sur cinq à l'origine sur le caractère potentiellement furtif à l'avenir de leurs appareils. Le fait est qu'aujourd'hui, les chasseurs bombardiers que nous avons achetés, les F-35, sont les seuls avions furtifs fonctionnant aujourd'hui. Peut-être que le Mirage le sera un jour. Peut-être qu'un jour l'Eurofighter le sera, si on continue à fabriquer ce genre d'avion, si on ne continue

pas à acheter américain.

L'enjeu – c'est une question que je vous poserai par écrit – est de pouvoir obtenir une copie des conclusions de cette réunion du printemps 2013 à l'OTAN pour vérifier la validité juridique des engagements pris. Il ne faudrait pas que des engagements pris ailleurs et précédemment aient un impact sur un marché qui a toujours été présenté par vous comme transparent et ouvert. Si c'est le cas, qu'il le reste!

06.07 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Hellings, ik antwoord in het Nederlands omdat ik de Franse benamingen niet allemaal ken.

Ik wil geen polemiek of discussie starten, maar u moet zich wel realiseren dat, ten eerste, *stealth* geen zwart-witgegeven is. Ook de F-16 heeft *stealth*-elementen. Ten tweede, voor *air denial* zijn er ook andere oplossingen dan *stealth*. Ik zal niet naar andere constructeurs verwijzen, maar hier in de commissie is gezegd door mensen die hier ondervraagd zijn dat zij op het vlak van de *area denial* het verschil zouden maken. Dat was niet JPO.

Dit is geen zwart-witdiscussie. Ik begrijp dat u argumenten zoekt, maar zeggen dat de F-35 de enige is die *stealth* is, klopt niet. Het is juist dat ondertussen wel radars zullen worden ontwikkeld die dit wel kunnen detecteren, maar de F-35 is niet het enige toestel dat *stealth* is. Andere toestellen hebben ook *stealth*-eigenschappen. Het is dus geen zwart-witverhaal. Dit ter aanvulling van uw technische onderlegdheid, waaraan u continu werkt.

06.08 **Benoit Hellings** (Ecolo-Groen): Merci pour cette précision.

En effet, rien n'est tout noir ou tout blanc. Le fait est qu'un engagement a été pris au niveau de l'OTAN. Je présume que l'engagement de 2013 n'était, lui non plus, ni tout à fait blanc ni tout à fait noir. Donnez-nous ce document et ses conclusions et nous pourrions voir ce à quoi la Belgique s'est engagée. S'agit-il d'un engagement ferme qui a valeur de traité, ou pas? Faisons la lumière sur le blanc, sur le noir ou sur le gris.

06.09 Minister **Steven Vandeput**: Mevrouw de voorzitter, als u het mij toestaat? Ik zal de classificatie nakijken en ze u bezorgen; als ze tenminste bestaat.

06.10 **Alain Top** (sp.a): Mijnheer de minister, u mag dit ook aan mij bezorgen, dit interesseert mij ook.

U begrijpt dat de vraag die we nu gesteld hebben, evenals toekomstige vragen, een vraag is naar transparantie van en duidelijkheid over het hele dossier. Dat betreft bezorgdheid over zowel het technische als het financiële aspect. Die vragen zullen blijven komen. Het is goed dat u nu al een gedeeltelijk antwoord hebt gegeven over hoe het wordt opgevolgd, maar dit zal in de toekomst een zeer grote zorg blijven. We blijven dit van nabij volgen. Dank u dus voor uw antwoord nu al, maar we zullen dit ook de komende weken aan u of aan uw opvolger blijven vragen, dit om zoveel mogelijk duidelijkheid over het dossier te krijgen.

06.11 **Veli Yüksel** (CD&V): Mijnheer de minister, een drietal punten.

Eerst en vooral, met betrekking tot de eerste toestellen die worden geleverd en vanaf 2025 in ons land operationeel en actief zullen zijn.

06.12 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Yüksel, u moet opletten met dat soort woordgebruik. Operationeel wil zeggen: *full operational capable*. Daarvoor is nog een aantal andere dingen nodig. Wij zullen vanaf 2028 *full operational capable* zijn. Op dat moment maken we de echte transitie. Verder wordt dat een uitrol. Het is niet omdat een vliegtuig in België is, dat het ook operationeel is. Ik geef u het voorbeeld van de F-35 die aanwezig was op de laatste vliegshow in Kleine Brogel. Die heeft geen dynamische demo gegeven omdat er nog geen Europese demopiloot is. Die was statisch te bezichtigen, maar is niet dynamisch geweest. Nochtans is hij dat al. Het is dus opletten met de term 'operationeel': die wil zeggen dat we ze kunnen gebruiken om te doen wat ze moeten doen.

06.13 **Veli Yüksel** (CD&V): Mijn punt betrof de timing: wanneer worden de eerste F-16's uit roulatie genomen? Zitten we daar op schema? Daar moeten we toch over waken.

Een tweede opmerking gaat over de technische mankementen. U zei dat er bij de F-35A die wij aanschaffen, drie risico's zijn en dat die tegen de productiefase aangepakt moeten zijn. Ik hoop met u dat dit zo is en dat

de mankementen alleszins tot een minimum worden herleid.

Tot slot, heb ik nog een punt in verband met de facturen en andere zaken. Wij kopen *off the shelf*, dus het klopt dat wij niet meewerken aan de ontwikkeling. Maar dan nog denk ik dat wij voorzichtig moeten omspringen met de facturatie. Wij moeten erover waken dat onze Amerikaanse vrienden de gemaakte afspraken ter zake correct naleven. Ik hoop dat onze diensten en Defensie daarover ook zullen waken.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Collega's, mag mevrouw Lijnen haar vraag nr. 26980 nu stellen, zij moet nog naar de commissie voor de Infrastructuur? (*Instemming*)

07 Vraag van mevrouw Nele Lijnen aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de heidebrand op het militair domein bij Leopoldsburg en Hechtel-Eksel" (nr. 26980)

07 Question de Mme Nele Lijnen au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le feu de bruyères au domaine militaire de Bourg-Léopold et Hechtel-Eksel" (n° 26980)

07.01 **Nele Lijnen** (Open Vld): Mijnheer de minister, mijn vraag dateert van een tijdje geleden, toen het heel erg heet was in de zomer, zeker bij ons in de noord-Limburgse Kempen. Mijn vraag gaat dan ook over de heidebrand die heeft gewoed op het militair domein van Leopoldsburg en Hechtel-Eksel, de schietterreinen in het bijzonder.

Hoewel de brand veel geuroverlast heeft veroorzaakt voor de lokale bevolking, klaagde het lokale bestuur dat er niet gecommuniceerd werd vanuit de militaire overheid. De hulpdiensten en burgemeesters kregen klachten over een brandgeur, maar vanuit Defensie bleef het stil. Op het verzoek om een blushelikopter te sturen, werd niet ingegaan. Nochtans had Defensie op voorhand kunnen communiceren over het brandgevaar of maatregelen kunnen treffen om te proberen een brand op de uiterst droge heide te voorkomen.

Ik heb hierover een aantal vragen, mijnheer de minister.

Bestaan er richtlijnen om bij dit soort incidenten te communiceren en te overleggen met de lokale overheid? Moet immers over zulke zaken vanuit Defensie niet worden overlegd met de betrokken burgemeesters? Indien ja, waarom werden die richtlijnen bij dit incident niet gevolgd? Indien neen, gaat u hier werk van maken? Welke zaken moeten in de toekomst beter? Waarom werd beslist om geen blushelikopter in te zetten en, tot slot, waarom worden eigenlijk schietoefeningen gedaan bij zo'n uitzonderlijke droogte?

07.02 Minister **Steven Vandeput**: Mevrouw Lijnen, het is fijn om het in mijn laatste commissievergadering even over de stille Kempen te kunnen hebben.

Tot op heden was het de afspraak dat het kamp van Beverlo bij brand enkel de hulpverleningszone Noord-Limburg verwittigt, die op haar beurt met haar eigen verwittigingskanalen instaat voor de verdere communicatie. Goede afspraken maken goede vrienden; dat is de procedure die is afgesproken.

De inzet van een blushelikopter werd besproken met de burgemeester van Hechtel-Eksel, die u vrij goed kent, maar er werd van afgezien omdat het meer nadelen dan voordelen inhield. Ik ga daar voort op het oordeel van de experts. De gebruikers van het terrein van het kamp van Beverlo – dat zijn zowel burgers als militairen – worden wel via diverse kanalen op de hoogte gebracht wanneer er een verhoogd brandrisico bestaat. Dat gebeurt onder andere via panelen aan de ingang van de kwartieren, borden aan de ingang van de terreinen, mails aan de burgers die gebruikmaken van het terrein enzovoort.

Ondertussen heeft de commandant van het kamp van Beverlo op 9 oktober een vergadering georganiseerd om de particuliere omstandigheden van de brand op het schietveld uit te leggen en om afspraken te maken om in de toekomst de communicatie te verbeteren. Hiervoor werden de hulpverleningszone Noord-Limburg, het agentschap Natuur en Bos, de burgemeesters van de omliggende gemeenten, dus ook die van Hechtel-Eksel, en een vertegenwoordiging van de provincie uitgenodigd.

Daar is overeengekomen dat het informeren van de lokale overheden zal blijven gebeuren door de hulpverleningszone Noord-Limburg. Defensie zal echter altijd ter beschikking blijven om meer informatie te

verschaffen wanneer dat nodig is.

07.03 Nele Lijnen (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik vraag mij toch af of het überhaupt zin heeft om schietoefeningen te doen als het zo heet en droog is? U zegt dat er op de juiste manier communicatiepanelen worden geplaatst. De vraag blijft dan toch of de oefening niet te gevaarlijk was, gelet op het feit dat het zeer moeilijk was om de brand te blussen, waardoor men heel wat dagen met geuroverlast in de regio te kampen had.

07.04 Minister **Steven Vandeput**: Mevrouw Lijnen, u zult begrijpen dat wij heel veel vragen van de mensen van Defensie over de operaties krijgen en dat er ook heel rigide plannings voor trainingen zijn.

Ik heb daarstraks geantwoord op een vraag van een Waalse collega die zeer bezorgd was over everzwijnen met Afrikaanse varkenspest die in onze kampen rondlopen.

Dit is een vraag om begrip. Onze mensen zijn getraind en moeten getraind blijven. Daarvoor is een heel rigide schema opgesteld. Men is wel enigszins flexibel daarin, maar de oefeningen moeten wel gebeuren. Over enige tijd stelt u mij hier dan de vraag waarom er niet genoeg militairen zijn om naar Mali te sturen. Omdat ze niet hebben mogen schieten. Er zijn altijd gevolgen.

Ik kom daar als minister niet in tussen. Ik ga ervan uit dat Defensie alle voorzorgsmaatregelen neemt die men zinvol kan nemen.

U hebt ook contacten ter plaatse. Ik ken de specifieke aanleiding van de brand niet. Is dat een gevolg van de schietoefening of van iets anders?

Als u mij vraagt om geen schietoefeningen meer te laten plaatsvinden als het tien dagen niet meer heeft geregend, dan is mijn antwoord daarop dat dit technisch niet haalbaar is. Er is een beperkt aantal kampen, er zijn veel militairen die moeten worden getraind en certificaten moeten behalen en behouden.

Ik denk dat het vooral belangrijk is om goed te blijven communiceren, om op voorhand te verwittigen en bijkomende maatregelen te nemen als het droog is. Dat zijn zaken die tussen het kampcommando en de hulpverleningszone Noord-Limburg moeten worden besproken.

07.05 Nele Lijnen (Open Vld): Mijnheer de minister, het is vooral belangrijk dat ook de opvolgingsvergadering heeft plaatsgevonden en dat men eruit geleerd heeft nu en voor de toekomst.

Wat de everzwijnen betreft, er is niet alleen in Wallonië een grote problematiek, dat geldt ook voor Hechtel-Eksel.

Mijnheer de minister, via deze weg wens ik u te bedanken, te feliciteren en u veel succes te wensen in uw nieuwe functie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Questions jointes de

- Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'explosion d'un F-16 belge" (n° 27237)

- M. Alain Top au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'explosion d'un F-16 belge" (n° 27333)

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de ontploffing van een Belgische F-16" (nr. 27237)

- de heer Alain Top aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de ontploffing van een Belgische F-16" (nr. 27333)

08.01 **Julie Fernandez Fernandez** (PS): Monsieur le ministre, ce jeudi 11 octobre, un avion F-16 a, semblerait-il, accidentellement explosé sur la base de Florennes. D'après la presse, cet incident s'est produit au cours d'un entretien et deux militaires ont été blessés dans l'accident. Un deuxième appareil aurait

également été endommagé, mais la Défense n'a pas plus communiqué à ce sujet.

J'aimerais dès lors, monsieur le ministre, vous poser les questions suivantes.

Quelles sont les raisons de l'explosion du F-16 et les conséquences d'un point de vue opérationnel? Quelle est la gravité des dommages sur le deuxième appareil ? Et surtout, qu'en est-il des militaires blessés?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

08.02 Alain Top (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, op 11 oktober laatstleden om 14 u 10 werden twee Belgische F-16's beschoten door eigen oefenmunitie. Eén toestel vatte vuur en ontplofte. Het tweede toestel ontplofte niet, maar is wel beschadigd. Ook een derde toestel liep schade op door de explosie van de eerste geraakte straaljager. Eén persoon liep gehoorschade op.

Mijnheer de minister, in welke mate zijn de twee toestellen die niet ontploften beschadigd?

Gelukkig werd niemand door de munitie geraakt. Wat zijn de gevolgen voor de persoon die gehoorschade opliep?

Hoe groot is de financiële schade?

Het federaal parket en het Aviation Safety Directorate openden een onderzoek. Wat is de stand van zaken van dat onderzoek?

Met welk toestel werd er voordien geoefend: het toestel dat schoot, het toestel dat beschoten werd, of beide? In welke gevallen worden toestellen bewapend opgesteld?

08.03 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, chers collègues, l'explosion du F-16 belge sur la base de Florennes, le jeudi 11 octobre, a été provoquée par un tir de canon inopiné d'un autre F-16 qui se trouvait en maintenance.

Les causes précises qui ont mené à cet incident font toujours l'objet d'enquêtes menées par le service Aviation Safety Directorate de la Défense, la direction S du RGRS et le parquet fédéral.

Al deze onderzoeken lopen nog. Tot op heden werden geen technische defecten vastgesteld. Het onderzoek focust op een menselijke fout, de infrastructuur, de organisatie en de processen.

Des dommages dont l'ampleur doit encore être confirmée par l'enquête en cours ont également été notés sur deux autres appareils se trouvant à proximité de l'avion incendié.

De gedetailleerde studie van de beschadigingen evenals de bepaling van de herstelmethode is nog lopende.

Enkel het toestel dat ontplofte, had die dag geoefend. De toestellen worden zowel voor trainingsvluchten als voor operationele zendingen bewapend. De toestellen blijven, conform de voorschriften van de technische documentatie, bewapend tijdens de uitvoering van kleine onderhoudsactiviteiten.

L'impact réel sur le plan opérationnel est encore à l'étude.

De bepaling van de financiële schade maakt deel uit van het onderzoek van het federaal parket. De resultaten van dat onderzoek zijn nog niet gekend, aangezien tot nu toe nog niet alle schade met zekerheid geïdentificeerd is.

Certains membres du personnel de maintenance, présents à proximité de l'avion incendié au moment de l'incident, ont été traités pour des troubles auditifs.

Op dit moment is het nog niet duidelijk of er blijvende letsels zullen zijn, maar ik prijs mijzelf gelukkig dat, ondanks de grote risico's op dat ogenblik, de schade tot materiële schade beperkt zal blijven en dat langdurige schade hopelijk uitblijft.

08.04 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, on peut tout d'abord se réjouir que les

blessures ne soient pas plus importantes, même si j'entends que certaines séquelles sont possibles. Puisqu'une enquête est en cours, nous n'avons pas d'autre choix que d'en attendre les résultats.

Je vous remercie pour vos éléments de réponse.

08.05 Alain Top (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoorden.

Net zoals de vorige spreker zal ik het resultaat van de onderzoeken afwachten. Ik kan u bijtreden wanneer u zegt dat het gelukkig beperkt was tot materiële schade. Laat ons hopen dat de opgelopen gehoorschade beperkt is in de tijd.

Verder onderzoek zal wel uitwijzen wat de problematiek was en wij kunnen daarop terugkomen in volgende commissies.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 27248 van de heer Chabot wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

09 Question de Mme Julie Fernandez Fernandez au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les problèmes électriques du MRA" (n° 27271)

09 Vraag van mevrouw Julie Fernandez Fernandez aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de elektriciteitsproblemen in het KLM" (nr. 27271)

09.01 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, je vous ai déjà interrogé sur la nouvelle exposition du MRA mais également sur l'état des bâtiments du musée en lui-même.

Dernièrement, le Musée royal de l'Armée a connu quelques problèmes d'électricité. En effet, des pannes de courant touchant justement l'aile où est organisée l'exposition temporaire ont été récemment rapportées.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer les raisons de ces pannes? Des solutions structurelles ont-elles été trouvées? L'exposition étant ouverte depuis quelques semaines, disposez-vous de premiers chiffres permettant de quantifier son succès?

09.02 Steven Vandeput, ministre: Madame Fernandez Fernandez, je vous confirme qu'une panne d'électricité a eu lieu au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, et non plusieurs. Dès le moment où j'ai entendu dire qu'il y avait une panne, j'ai pris mon tournevis et j'ai couru là-bas. Non, mais cela peut tout de même arriver partout! Au moment où l'incident est survenu, le technicien du MRA même a réparé provisoirement cette panne au tableau de distribution en utilisant des pièces du tableau de distribution d'un autre étage. Il l'a fait afin de pouvoir rouvrir l'exposition le plus vite possible.

Entre-temps, la panne a été signalée à la Régie des Bâtiments, qui est propriétaire des bâtiments. Celle-ci a envoyé, le jour suivant, un technicien de la firme d'entretien. Ce technicien a dû enlever la pièce provisoire et a installé une nouvelle pièce. De par ce fait, il y a effectivement eu une interruption de courant durant deux jours consécutifs.

Quant à la fréquentation de l'exposition, en date du 21 octobre, 9 075 ventes de tickets avaient été enregistrées.

09.03 Julie Fernandez Fernandez (PS): Monsieur le ministre, merci pour vos réponses.

Je me réjouis du fait que, d'après les premiers chiffres, l'exposition semble être un succès.

À mon tour, je voudrais vous remercier pour les nombreux échanges que nous avons eus, même si ceux-ci ont parfois été vifs. Nous avons toujours fait cela dans la cordialité et le respect. En tout cas c'est comme cela que j'ai tenté de le faire. Je vous souhaite du succès dans vos nouvelles fonctions. Ne vous éloignez pas de votre tournevis, parce que quand on est bourgmestre, il convient d'être toujours bien équipé. Sous forme de boutade, j'espère que vous aurez à présent le temps de vous mettre au yoga, puisque souvent votre tempérament, qui est emporté comme le mien, a conféré une épice particulière à nos débats. Je remercie aussi vos collaborateurs. Même si nous n'aurons jamais le même point de vue sur une série de

sujets, cela n'empêche pas le respect.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Vraag van de heer Alain Top aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de operatie Clear Sky 2018" (nr. 27335)

10 Question de M. Alain Top au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'opération Clear Sky 2018" (n° 27335)

10.01 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, België nam samen met Nederland, de Verenigde Staten, Groot-Brittannië, Denemarken, Estland, Polen en Roemenië deel aan de operatie Clear Sky 2018. De twaalfdaagse luchtoperatie vond plaats in Oekraïne. De operatie wordt in de internationale pers als vredesoperatie omschreven. Gevechtsvliegtuigen, drones en transportvliegtuigen werden ingezet. Ons land stuurde geen vliegtuigen, maar nam wel met drie militairen deel aan deze operatie.

Graag krijg ik antwoord op de volgende vragen.

Ten eerste, binnen welk NAVO-mandaat valt deze operatie?

Ten tweede, het doel van de operatie wordt als het bevorderen van de vrede omschreven. Kan deze operatie echter niet als een provocatie worden aangezien ten opzichte van Rusland?

10.02 Minister Steven Vandeput: Mijnheer Top, opnieuw: we moeten opletten bij het hanteren van terminologie. Clear Sky is geen operatie, maar een oefening die kadert in een internationale training waaraan verscheidene NAVO-partners deelnemen, met als doel de procedures op elkaar af te stemmen. Daarbij ligt de nadruk op interoperabiliteit en gestroomlijnde procedures tussen grond- en luchtpersoneel in een internationale omgeving.

België heeft dit jaar deelgenomen met een team van drie Joined Terminal Attack Controllers (J-TAC's) die van op de grond instaan voor de integratie van de luchtsteun.

Dergelijke oefeningen vinden op jaarlijkse basis plaats. Dit jaar vonden ze plaats in Slovenië (Adriatic Strike) en in Tsjechië (Ample Strike). Clear Sky 2019 staat voor volgend jaar gepland in Polen. De locatie wordt telkens gekozen op basis van het aanbod van de verschillende partners, alsook de beschikbare terreinen die de mogelijkheid bieden om te trainen in een zo realistisch mogelijk oefenkader.

10.03 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, dit was eigenlijk een informatieve vraag. Dit verscheen in de buitenlandse pers. Dank u trouwens voor de verbetering in die zin dat het een oefening was, geen operatie. Als ik het goed voorheb, was dit niet terug te vinden op de website van Defensie op het ogenblik van de publicatie in de buitenlandse pers, toen ik het vernam. Zou dit kunnen?

10.04 Minister Steven Vandeput: Sta mij toe dat ik niet alle dagen kijk of elke oefening van Defensie op de website staat. Ik ken de procedures niet van buiten en weet niet wat men al dan niet over oefeningen publiceert. Dit was in alle geval een oefening, geen operatie.

10.05 Alain Top (sp.a): Normaal gezien staan zowel operaties als oefeningen op de website. Het leek mij dan ook vreemd dat dit niet op de website van Defensie verscheen. Bij dezen dus de vraag om toch duidelijkheid te verschaffen wanneer militairen deelnemen aan oefeningen in het buitenland.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

11 Vraag van de heer Alain Top aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "non-letale steun in Syrië" (nr. 27337)

11 Question de M. Alain Top au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "le soutien non létal à la Syrie" (n° 27337)

11.01 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, een deel van de steungoederen die Nederland naar Syrische

opstandelingen stuurde, zou in handen zijn gekomen van de terreurbeweging Jabhat al-Nusra. Dat vertellen betrokkenen en oud-medewerkers van de bedrijven die het steunprogramma in Syrië namens Nederland uitvoerden. De bedoeling was juist dat het steunprogramma gematigde strijdgroepen zou versterken.

De Syrische variant van al-Qaida zou de Nederlandse goederen in de meeste gevallen in beslag hebben genomen. Al-Nusra is een van de sterkste strijdgroepen in het door oppositiegroeperingen gedomineerde gebied in Syrië. Er zouden ook strijders vrijwillig goederen met de terreurgroep hebben gedeeld.

Nederland sloot aan bij een speciaal VS-programma voor non-letale steun aan zogenoemde gematigde rebellen in Syrië. Dit gebeurde drie jaar lang via privébedrijven.

Mijnheer de minister, ik krijg graag een antwoord op de volgende vraag: participeerde België ooit, in Syrië of Irak, aan dit of aan een gelijkaardig programma in het kader van haar deelname aan de internationale *coalition of the willing*?

11.02 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Top, Defensie is niet betrokken geweest bij dit of een gelijkaardig steunprogramma in Syrië of Irak in het kader van de Belgische deelname aan de internationale coalitie in de regio.

11.03 **Alain Top** (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 **Vraag van de heer Johan Klaps aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de fietsvergoedingen" (nr. 27405)**

12 **Question de M. Johan Klaps au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "les indemnités vélo" (n° 27405)**

12.01 **Johan Klaps** (N-VA): Mijnheer de minister, het gebruik van de fiets voor het woon-werkverkeer wordt al een hele tijd gestimuleerd door de overheid met een fietsvergoeding. In de andere federale administraties wordt nu ook het gebruik van snelle elektrische fietsen gestimuleerd met een fietsvergoeding, de zogenaamde *speed pedelecs*, waarmee grotere afstanden kunnen worden afgelegd, maar blijkbaar is dat bij Defensie nog niet het geval.

Ik heb hierover enkele vragen, mijnheer de minister.

Hoeveel personeelsleden vroegen vorig jaar op regelmatige wijze een fietsvergoeding? Was dat meer of minder dan het jaar ervoor? Hoeveel betaalde Defensie in het totaal aan fietsvergoedingen in het afgelopen jaar? Er zijn blijkbaar een aantal verschillen tussen Defensie en de rest van de federale administraties in de wijze waarop fietsvergoedingen toegekend worden. Is daar een reden voor? Kan dat in de toekomst worden geharmoniseerd?

12.02 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Klaps, in 2016 en 2017 werd aan respectievelijk 5 004 en 4 958 personeelsleden van Defensie een fietsvergoeding uitgekeerd. Indien men die aantallen vergelijkt met het totale aantal personeelsleden, dan blijft het aantal fietsvergoedingen ongeveer stabiel. Het neemt eigenlijk zelfs een beetje toe omdat wij met minder mensen zijn: 16,45 % in 2016 en 16,88 % in 2017. Het afgelopen jaar betaalde Defensie een bedrag van 2 066 192 euro uit aan fietsvergoedingen.

Zoals u weet, streven wij voor de militairen, wanneer de specificiteit van het militaire beroep er niet mee in tegenstrijd is, naar een maximale harmonisering met het federale openbaar ambt. In het domein van de fietsvergoeding is dat zeker het geval. Zo werd de definitie van wat onder fiets kan worden verstaan alsook de term effectieve plaats van werk intussen opgenomen in de reglementaire teksten van Defensie.

Tot slot, wordt momenteel een ontwerp van koninklijk besluit voor advies aan de Raad van State voorgelegd, dat de combinatie van het gebruik van de fiets en het persoonlijk voertuig zal toestaan, alsook een fietsvergoeding zal invoeren voor het gebruik van snelle elektrische fietsen, zoals u net hebt aangehaald. Door het treuzelen van de bonden is het vandaag echter nog niet gelukt om de codex erdoor te krijgen, waardoor de vergoeding voor snelle elektrische fietsen die in die codex vervat zit, nog geen feit is voor de ambtenaren. Ik krijg daar regelmatig mailtjes over.

Defensie verkiest echter om op maandelijkse basis de aanvragen voor een fietsvergoeding te behandelen, in tegenstelling tot het federale openbaar ambt waar dat op semestriële basis gebeurt, daar het zowel voor het individu als voor Defensie gemakkelijk te beheren is. Wij hebben immers een flexibelere invulling van de arbeidstijden dan in andere sectoren vaak het geval is.

12.03 Johan Klaps (N-VA): Mijnheer de minister, bedankt voor uw antwoord.

Over dit thema had ik enkele vragen gekregen van militairen. Ik denk dat het voor hen goed nieuws is dat het in orde komt.

Sta me toe om als volgt af te sluiten. In het begin van deze legislatuur heb ik samen met u campagne gevoerd. Nu wuif ik u uit met een flesje, eens wat anders dan jenever. (*De heer Klaps overhandigt minister Vandeput een fles*)

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Mijnheer Top, u hebt een vraag over chroom 6. Dat is wat minder lekker, denk ik.

13 Vraag van de heer Alain Top aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "het gebruik van chroom 6" (nr. 27535)

13 Question de M. Alain Top au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'utilisation de chrome 6" (n° 27535)

13.01 Alain Top (sp.a): Mijnheer de voorzitter, dit is een heel korte vraag.

De cirkel is bijna rond want het is een vraag die ik jaren geleden reeds heb gesteld. In 2015 stelde ik immers reeds vragen over het gebruik van verfsoorten die chroom 6 bevatten binnen Defensie. Toen zei u dat dergelijke producten niet meer werden gebruikt en dat Defensie inmiddels een alternatief gebruikt.

Graag had ik een antwoord gekregen op de volgende vragen.

Wordt verf met chroom 6 nog steeds op geen enkel moment gebruikt? Welk product vervangt chroom 6 als alternatief?

13.02 Minister Steven Vandeput: Mijnheer Top, ik verwijs eerst en vooral naar het antwoord dat ik op 27 juni van dit jaar gegeven heb op gelijkaardige vragen van mevrouw Grosemans en de heer Terwingen. Ik heb toen gezegd dat wij zelf geen verven meer aankopen die chroom 6 bevatten en deze dus ook niet gebruiken. In de spuitschildercabines van Defensie worden dergelijke producten niet ter beschikking gesteld voor gebruik door onze schilders.

Voor het vliegend materieel wordt als basisvervangproduct een grondverf gebruikt op basis van magnesium. Voor bepaalde specifieke toepassingen, waarvoor dit product niet kan worden gebruikt wegens technische beperkingen, zijn er specifieke vervangingsproducten. Wij hebben trouwens aan onze Nederlandse collega's de lijst bezorgd met vervangingsproducten die wij bij de Belgische Defensie daarvoor gebruiken.

Ik wil een kleine nuance aanbrengen. Wil dit zeggen dat wij nooit nergens meer chroom 6 zullen vinden op toestellen van Defensie? Dit is niet altijd het geval omdat vroegere behandelingen of nieuw aangekochte onderdelen wel chroom 6 kunnen bevatten. Daarvoor worden specifieke beschermingsmaatregelen toegepast die ik in juni reeds heb toegelicht.

Tot op vandaag heb ik geen weet van klachten van het personeel die te wijten zouden kunnen zijn aan het gebruik van chroom 6. Ik meen dat ik in juni ook uitgebreid heb geantwoord op de mogelijkheden die het personeel heeft om zich te laten voorlichten en desgevallend te laten onderzoeken.

13.03 Alain Top (sp.a): Mijnheer de minister, ik wil u eerst en vooral bedanken voor uw antwoord.

Ik wil mij aansluiten bij de collega's en u danken voor de aangename en dikwijls diepgaande discussies die wij in de afgelopen jaren hebben gevoerd. Ik wil u ook veel succes toewensen in uw toekomstige job. Ik kan

getuigen dat het een uitdaging is waaruit u normaal gezien heel veel voldoening zult halen.

Toch nog even kort ingaan op het antwoord op deze vraag.

Ik heb deze vraag in het verleden reeds gesteld. Ik weet dat chroom 6 niet meer wordt gebruikt. Als de grondverf op basis van magnesium om specifieke redenen niet kan worden gebruikt, mag ik toch aannemen dat de alternatieven, in de huidige stand van kennis over deze producten, aan alle veiligheidsvoorwaarden voldoen voor de gebruikers van de toestellen of voor de personen die de verf moeten aanbrengen?

13.04 Minister **Steven Vandeput**: Mijnheer Top, elk product heeft uiteraard zijn eigen veiligheidsvoorschriften, met het oog op de gezondheid van de gebruikers. Iedereen kijkt nu naar chroom 6, want het is een vies product. Het feit is wel dat chroom 6 overal in de wereld nog wordt gebruikt. Het kan dus zijn dat er een wisselstuk of een vervangstuk aankomt waarop men dat product, volgens de daar geldende regels, heeft aangebracht.

Gebruiken wij chroom 6? Neen. Gebruiken wij andere producten? Sta mij toe te zeggen dat wij heel lang het gidsland waren op het vlak van collectieve en persoonlijke beschermingsmiddelen met betrekking tot de toepassing van schadelijke producten. Wij zijn altijd voorloper geweest als het gaat over het toepassen van de maximale veiligheidscriteria.

13.05 **Alain Top** (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

14 **Question de M. Gautier Calomne au ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sur "l'abbaye de la Cambre" (n° 27544)**

14 **Vraag van de heer Gautier Calomne aan de minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken, over "de Ter Kamerenabdij" (nr. 27544)**

14.01 **Gautier Calomne** (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, je suis déjà revenu sur ce sujet à plusieurs reprises, et pour cause: j'habite à quelques centaines de mètres du site. Vous avez déjà eu l'occasion de me répondre au sujet de l'évolution de ce dossier. Mon collègue M. Vanden Burre vous avait d'ailleurs interpellé en séance plénière il y a quelques semaines. Mais il semble que depuis, le dossier a évolué.

En septembre dernier, le ministre de la Fonction publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Flahaut, s'est manifesté dans la presse pour exprimer son intérêt concernant le site de l'abbaye de la Cambre. Interrogé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il a clarifié sa position.

Je le cite: "Le gouvernement a envoyé un courrier au ministre Vandeput pour lui annoncer que nous étions candidats à la reprise de ce site. Notre objectif est d'installer une école dans les bâtiments qui s'y prêtent, mais aussi de construire un projet cohérent avec la Ville de Bruxelles, les communes concernées (en ce compris Ixelles), la Région et Flagey, tout en prévoyant les modalités nécessaires pour rassurer les occupants actuels. L'église voudrait récupérer l'ensemble du domaine, ce qui ne nous convient absolument pas. C'est pourquoi j'ai demandé à mon service juridique d'entamer une procédure d'expropriation du site de la Cambre par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour cause d'utilité publique. Cette expropriation vise la Défense. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les sites de la Défense font l'objet d'une expropriation".

Monsieur le ministre, au vu de ces nouveaux éléments, pourriez-vous nous communiquer un état des lieux circonstancié de ce dossier, de votre point de vue? Avez-vous été informé de la procédure d'expropriation telle qu'évoquée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles? Que pouvez-vous nous dire à ce sujet?

Une concertation la plus large possible est voulue explicitement par l'ensemble des parties. A-t-elle été initiée ou est-elle à tout le moins planifiée à court ou moyen terme?

Enfin, disposez-vous aujourd'hui d'une estimation de la valeur financière du site? Le cas échéant, pourriez-vous me la communiquer? Je sais que cela dépend aussi de votre collègue des Finances, via le comité fédéral, mais j'aurais souhaité, si vous avez cette information, que vous puissiez nous la communiquer également.

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez apporter concernant l'avenir de ce site important.

14.02 Steven Vandeput, ministre: Madame la présidente, cher collègue, ma réponse à la question parlementaire écrite mentionnée concernant le site de l'abbaye de la Cambre est toujours d'actualité.

Le processus d'aliénation a été entamé avec l'établissement d'un dossier de retrait d'emploi et la collecte des exigences administratives. Ce n'est qu'en 2019 que la Défense transférera le site au SPF Finances qui s'occupera de l'achèvement de l'aliénation.

La Défense est bien au courant des intentions de la Communauté française. Une entrevue a d'ailleurs eu lieu entre la Défense et cette dernière lors de laquelle le prix potentiel et le processus d'acquisition ont fait l'objet d'une discussion.

Une expropriation à l'amiable ne pose, selon nous, pas de problème. Actuellement, pour la Défense, la Communauté française est le seul interlocuteur. La Défense n'est pas au courant de concertations éventuelles entre la Communauté française et d'autres interlocuteurs comme la commune d'Ixelles, la Ville de Bruxelles ou l'Église.

14.03 Gautier Calomne (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos éléments de réponse.

Il était important d'avoir le point de vue de la Défense qui est encore propriétaire des lieux, sachant que, dans d'autres assemblées, ont est en train de discuter de l'avenir de ce site.

Je prends acte de votre ouverture ainsi que du fait que vous considérez qu'une éventuelle expropriation à l'amiable ne poserait pas de problème.

De nombreuses parties souhaitent que ce site et ces bâtiments soient destinés à une fonction d'intérêt public, souhait qui pourrait être rencontré avec ce projet de la Communauté française qui prévoit une extension de l'École des Arts.

Nous resterons évidemment attentifs à l'évolution de ce dossier que vous n'aurez probablement bientôt plus en charge puisque, si j'ai bien compris, vous êtes appelé à occuper d'autres fonctions très prochainement.

Je tiens donc à vous féliciter pour votre nomination à vos nouvelles fonctions, d'autant que la première question parlementaire que j'ai posée quand je suis devenu député avait trait au Musée Royal de l'Armée. Aujourd'hui, je vous ai probablement posé ma dernière question parlementaire. La boucle est ainsi bouclée.

Je vous souhaite plein succès dans vos nouvelles fonctions de bourgmestre d'Hasselt.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, wij zijn aan het einde gekomen van deze commissievergadering.

Verschillende collega's hebben u al uitgebreid bedankt voor het goede geleverde werk in deze commissie voor de Landsverdediging. U hebt verschillende heel grote dossiers tot een goed einde gebracht. Er is ook gesproken over de pittige, hevige debatten, waarover ik alleen maar kan getuigen. Saai was het in ieder geval nooit. U schuwde ook nooit de discussie, u gaf heel uitgebreide antwoorden.

Sta me toe om daar het volgende nog aan toe te voegen.

Ik ben er zeker van dat ik in naam van de commissie spreek als ik u ook bedank voor de vele werkbezoeken die wij konden afleggen, niet alleen in eigen land, maar ook bij enkele buitenlandse operaties. Dat werd door de commissieleden zeker enorm geapprecieerd en wij hebben daar heel veel van opgestoken.

Mogelijk zien wij elkaar nog op dinsdag 13 november in de commissie voor de Legeraankopen en -verkopen.

Ik wens u verder heel veel succes in Hasselt.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.45 uur.
La réunion publique de commission est levée à 10.45 heures.*